

À Florange, le site ArcelorMittal est viable

LORRAINE - Le site mosellan dont les deux hauts-fourneaux sont à l'arrêt depuis des mois, est viable, selon le rapport d'une mission d'expertise remis vendredi au ministre de l'Industrie français.



Des employés de l'usine Arcelor Mittal de Florange manifestent devant le Parlement européen, à Strasbourg, le 12 juin 2012. (AFP/Archives, Frederick Florin)

2

[Recommander](#)

0

[Twitter](#)

Le rapport mené sous la houlette de Pascal Faure, vice-président du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, indique que le site intégré (filrière chaude et froide), est «viable, fiable et rentable» et nécessite un investissement de 400 à 500 millions d'euros, ont indiqué les syndicalistes de Florange à l'issue d'une rencontre de plus de trois heures avec Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif (Industrie).

La mission, décidée début juin, a

Diaporama

0 examiné «les évolutions du marché de l'acier en France et en Europe, puis a dégagé les pistes permettant d'assurer un avenir industriel et économique pérenne au site sidérurgique de Florange», a

affirmé le ministère dans un communiqué. Le rapport, selon le ministère, «met en évidence les atouts du site intégré de Florange, idéalement localisé par rapport à ses grands clients, notamment automobiles, et qui se distingue par la technicité des aciers à haute valeur ajoutée produits par ses chaînes à froid, fruits des innovations du centre de recherche et développement voisin de Maizières-lès-Metz».

Les métallos français à Florange

Les salariés de Florange bloquent le site

Les politiques soutiennent la sidérurgie lorraine

Manifestation de métallos à Luxembourg-Ville

Les syndicats satisfaits

Selon une note de synthèse obtenue par l'AFP, le rapport prône aussi «un plan d'investissement rapide» pour le site «pour compenser les retards» des dernières années et une «prise de décision rapide» pour «conforter (son) avenir et restaurer la confiance». «Il faut que les choses aillent très vite», a réagi en écho François Pagano (CFE-CGC): «humainement, pour les salariés car ils sont usés, et industriellement car les outils sont à l'arrêt depuis des mois et puis, sortir 5-6 millions pour une filière à l'arrêt, ça ne peut plus durer». Les syndicats se sont dits «satisfaits» du rapport, à l'instar d'Édouard Martin (CFDT) qui «craignait un essoufflement du gouvernement sur le dossier». «Nous sommes désormais sûrs que le gouvernement a les mêmes priorités que nous: de lever les incertitudes et de travailler pour convaincre Mittal de se positionner - soit il investit, soit il délaisse la filière sidérurgique», renchérit M. Pagano.

Pour Yves Fabbri (CGT), «c'est le troisième rapport qui arrive à la même conclusion, on est très satisfait, reste maintenant à voir quelle sera la volonté politique». Selon les syndicats, M. Montebourg leur a indiqué que le président Hollande s'occuperait personnellement du dossier et rencontrerait en août le patron Mittal, une information toutefois démentie par l'Élysée. Le rapport Faure préconise l'instauration «sans délai» d'un «véritable dialogue stratégique» entre l'État et le groupe ArcelorMittal. Mais en cas de «divergence irréductible», «il conviendrait d'examiner les perspectives d'évolution de l'actionnariat et le périmètre correspondant», dit-il. M. Montebourg a évoqué divers scénarios selon les syndicats, dont celui d'un repreneur (plusieurs se sont déjà manifestés) dans l'éventualité où Mittal délaisserait le site lorrain, selon les syndicats. À l'unisson, les syndicats par ailleurs ont rappelé leur attachement à l'idée d'un projet de loi obligeant un industriel se désengageant d'une usine à la céder, en cas d'offre de reprise.

ArcelorMittal va étudier ce rapport

De son côté, la direction d'ArcelorMittal a indiqué avoir reçu vendredi le rapport. «Le rapport reconnaît que la situation européenne de l'acier est préoccupante avec une demande structurellement en baisse», a déclaré la direction du groupe

sidérurgique dans un communiqué. «ArcelorMittal va analyser cette étude. Le groupe tient à réaffirmer son engagement vis-à-vis de la France qui reste un pays stratégique pour le groupe», poursuit la direction. La direction d'ArcelorMittal ajoute avoir «également pris note de l'invitation du ministre Arnaud Montebourg à engager une discussion stratégique» et se dit «prête à poursuivre le dialogue de manière constructive».

La filière liquide de Florange (2 500 salariés permanents) tourne au ralenti depuis des mois et son avenir est très incertain, ArcelorMittal ayant décidé de prolonger l'arrêt des deux hauts-fourneaux jusqu'à la fin de l'année en raison de la faible demande d'acier.

(L'essentiel Online/AFP)